

FRANCE – OGM et élections prédisentielles

Par Inf'OGM

Publié le 28/02/2002

CHEVENEMENT - "Je suis pour la liberté de la recherche, mais je suis pour la plus grande prudence dans la prévention, et je pense que le moratoire doit être maintenu".

AP, 26 février 2002

JOSPIN - "Je ne veux pas que l'on tourne le dos au progrès scientifique et je veux éviter des risques pour la santé, pour l'alimentation ou mettre des paysans dans la dépendance de très grands groupes. Donc je ne dis pas je suis contre les OGM en général, pour les OGM en général. Il faut regarder et nous avons besoin de l'aide des scientifiques".

Reuters, 25 février 2002

Lors d'un discours au Genopole d'Evry (Essonne), où les chercheurs étudient depuis 1990 le génome humain. "J'invite à aider les politiques à prendre des décisions sur les OGM, le nucléaire ou les biotechnologies. Le XXIe siècle doit être celui de la matière grise, du savoir partagé et des choix assumés collectivement et démocratiquement (...) Nous avons absolument besoin des scientifiques pour fonder rationnellement nos décisions".

AP, 13 mars 2002

MADÉLIN - "Pour nos pays, ça n'est pas un problème, on n'en a pas besoin, ou en tout cas il suffit de laisser le consommateur choisir. Mais à l'égard des pays du tiers-monde, c'est criminel de vouloir les interdire, car ils permettent de lutter contre des maladies, d'améliorer les rendements et même de protéger l'environnement en limitant le recours aux pesticides".

MAMÉRE - "J'approuve totalement les actions de désobéissance civile" de la Confédération paysanne. "Les vrais justes sont du côté de ceux qui arrachent les plants d'OGM cultivés en plein champ, les vrais vandales sont à chercher du côté des multinationales comme Monsanto. Il faut instituer le principe de la délinquance écologiste".

Libération, 28 février 2002

PASQUA - Extrait de son programme électoral en ce qui concerne le domaine de l'agriculture : "Promouvoir une agriculture de qualité par le label biologique et les appellations d'origine, défendre la spécificité des produits et des terroirs français contre l'uniformisation des institutions européennes, appliquer aux OGM le principe de précaution et le moratoire, (...), rendre plus sévère la réglementation d'étiquetage (...)".

News Press, 14 mars 2002